



Arrêt

n° 283 751 du 24 janvier 2023
dans l'affaire X / I

En cause : X

**Ayant élu domicile : chez Me D. ANDRIEN, avocat,
Mont Saint Martin 22,
4000 LIEGE,**

Contre :

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LE PRESIDENT F.F. DE LA 1^{ère} CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 5 octobre 2022, par X, de nationalité camerounaise, tendant à la suspension et l'annulation de « *la décision de refus de visa étudiant du 27 septembre 2022* ».

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observations et le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 25 novembre 2022 convoquant les parties à l'audience du 20 décembre 2022.

Entendu, en son rapport, P. HARMEL, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me M. GREGOIRE *loco* Me D. ANDRIEN, avocat, qui comparaît pour la partie requérante, et Me E. BROUSMICHE *loco* Me F. MOTULSKY, avocat, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le requérant a introduit une demande de visa étudiant auprès de l'ambassade de Belgique à Yaoundé (Cameroun) en vue d'entreprendre des études supérieures en Belgique.

1.2. Le 27 septembre 2022, la partie défenderesse a pris une décision de refus de cette demande de visa. Il s'agit de l'acte attaqué, lequel est motivé comme suit :

« Considérant la demande d'autorisation de séjour provisoire pour études introduite en application des articles 58 à 61 de la loi du 15 12 1980, modifiée par la loi du 11 juillet 2021 entrée en vigueur le 15 aout 2021.

Considérant que l'article 61/1 /1§1er reconnaît à l'étranger qui désire faire des études en Belgique et qui remplit les différentes conditions qu'il fixe, un droit automatique à l'autorisation de séjourner plus de trois mois en Belgique ; qu'en vertu de cette disposition, la compétence du Ministre ou de son délégué est une compétence liée, l'obligeant à reconnaître ce droit dès que l'étranger répond aux conditions

limitatives prévues pour son application mais également dans le respect de l'objet même de la demande telle qu'elle a été prévue par le législateur à savoir, un étranger qui désire faire en Belgique des études dans l'enseignement supérieur ou y suivre, dans l'enseignement supérieur également, une année préparatoire à l'enseignement supérieur en Belgique ; qu'il est donc imposé à l'autorité administrative l'obligation d'accorder un visa pour études des lors que le demandeur a déposé les documents qui lui sont demandés de produire aux points 1^{er} à 8^o de l'article 60§3 de la loi du 15/12/1980 et que l'administration a pu vérifier, le cas échéant, la volonté du demandeur de faire des études dans l'enseignement supérieur ou y suivre une année supérieure préparatoire à l'enseignement supérieur en Belgique ; que "ce contrôle ne saurait être considéré comme une condition supplémentaire que la partie défenderesse ajouterait à l'article 58 de la loi du 15/12/1980 mais doit être compris comme un élément constitutif de la demande elle-même des lors qu'il permet à la partie défenderesse de vérifier si le demandeur a effectivement l'intention d'étudier en Belgique". (Arrêt n° 23 331 du 19 février 2009 du Conseil du contentieux dans l'affaire 37 598 / III) :

Considérant que dans cette optique, il est demandé à tous les candidats au visa pour études, lors de l'introduction de leur demande, de répondre à un questionnaire dans lequel il leur est demandé de retracer leur parcours d'études, de faire le lien avec les études projetées en Belgique, d'expliquer leur motivation à suivre cette formation en la plaçant dans une perspective professionnelle ; qu'ils disposent pour se faire de trente minutes minimum ; que, par la suite, il ont l'occasion d'explicitier et/ou de défendre leur projet lors d'un entretien avec un conseiller en orientation ; que cet entretien dure au minimum trente minutes, mais que sa durée peut être rallongée en fonction du temps nécessaire pour les candidats à exposer leurs arguments ; que ce questionnaire et cet entretien ont pour but de leur permettre de démontrer la réalité de leur intention de réaliser leur projet de venir en Belgique en tant qu'étudiant pour y poursuivre des études supérieures ; Considérant qu'il appert que les réponses apportées aux différentes questions démontrent que l'étudiant n'a pas recherché les informations concernant les études envisagées avec tout le sérieux requis par un étudiant étranger décidant d'entreprendre la démarche coûteuse d'études en Europe et résolu à s'impliquer personnellement dans un projet d'études sérieux .

Considérant le compte-rendu de Viabel, résultat de l'interview individuelle du demandeur, ainsi motivée spécifiquement pour cette demande : " le candidat est confus et semble dispersé. Ses réponses sont stéréotypées. Les études envisagées sont en lien, mais le candidat a un niveau tout juste passable qui pourrait ne pas favoriser la réussite de la formation. Il ne maîtrise pas très bien son projet d'études et confond les connaissances avec les débouchés (...)" ;

Considérant aussi que cette interview représente un échange direct et individuel et reflète donc la réalité des connaissances, des capacités, des intentions et de la cohérence du projet d'études du demandeur de façon encore plus précise que les réponses au questionnaire évoqué supra,

En conclusion, le résultat de l'étude de l'ensemble du dossier, des réponses au questionnaire, et du compte-rendu de l'interview du demandeur menée par Viabel, contredit sérieusement l'objet même de la demande de visa pour études, à savoir la poursuite d'études dans l'enseignement supérieur en Belgique, et constitue un faisceau de preuves suffisant d'une tentative de détournement de procédure du visa pour études à des fins migratoires

Des lors, la demande de visa est refusée sur base de l'article 61/1/3§2 de la loi du 15/12/1980 ».

2. Exposé du moyen d'annulation.

2.1. Le requérant prend un moyen unique de la violation des « articles 14, 20, 21 et 52 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union, 20, 34, 35 et 40 de la directive 2016/801 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au pair (refonte), 58, 60, 61/1, 61/1/1, 61/1/3, 61/1/5 et 62 §2 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, l'établissement, le séjour et l'éloignement des étrangers, lus en conformité avec les dispositions européennes qui précèdent, 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs, principes d'égalité et de non-discrimination, de sécurité juridique, de transparence et de proportionnalité ».

2.2. Dans ce qui s'apparente à une première branche, il rappelle que toute décision de refus doit être motivée, tenir compte des circonstances spécifiques du cas d'espèce et respecter le principe de proportionnalité, conformément aux articles 2, 3, 62, § 2, et 61/1/5 de la loi précitée du 15 décembre 1980 ; ainsi qu'au considérant 36 et aux articles 20 et 34 de la directive 2016/801 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au pair. Il considère que la motivation de l'acte

attaqué, succédant l'évocation des articles 58 à 61 puis l'article 61/1/1, §1^{er}, est inopérante pour justifier le refus de sa demande de visa étudiant. Il souligne ensuite que l'acte litigieux indique être pris en application de l'article 61/1/3, § 2, de la loi précitée du 15 décembre 1980. Il soutient, à titre principal, que ledit article prévoit « *cinq possibilités de refus* », sans que l'acte querellé ne précise laquelle est applicable, « *ce qui affecte sa motivation* ». Il ajoute que ni une motivation *a posteriori* ni une substitution de motifs ne saurait être admise. Il considère, à titre subsidiaire, « *à supposer possible une telle substitution et une lecture bienveillante de la décision* », que « *l'article 61/1/3 §2.5° ne prévoit qu'une faculté de rejet si des preuves ou motifs sérieux et objectifs permettent d'établir que le séjour poursuivrait d'autres finalités que les études* ». Il ajoute que cette disposition transpose l'article 20, § 2, f), de la directive 2016/801 du Parlement européen et du Conseil du 11 mai 2016 relative aux conditions d'entrée et de séjour des ressortissants de pays tiers à des fins de recherche, d'études, de formation, de volontariat et de programmes d'échange d'élèves ou de projets éducatifs et de travail au pair (refonte) (ci-après : la directive 2016/801) et qu'elle doit être lue en conformité avec celui-ci.

2.3. Dans ce qui s'apparente à une deuxième branche, il fait valoir, à titre principal, que l'acte entrepris « *n'évoque aucune preuve ni motif sérieux et objectif* ». Il invoque le droit à l'éducation garanti par l'article 14 de la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne et renvoie à l'article 52, § 1^{er}, de cette même Charte, qui prévoit notamment que « *Toute limitation de l'exercice des droits et libertés reconnus par la présente Charte doit être prévue par la loi [...]* ».

S'appuyant sur les considérants 2 et 60 de la directive 2016/801 ainsi que sur ses articles 34 et 35, le requérant estime que le principe de sécurité juridique et le devoir de transparence « *commandent que les motifs objectifs et sérieux soient connus de l'étudiant avant l'introduction de sa demande et apparaissent à la lecture du refus qui lui est opposé, quod non in specie* ». Il cite l'arrêt Al Chodor de la Cour de justice de l'Union européenne (ci-après : la CJUE) du 15 mars 2017 ainsi qu'un avis du Conseil d'État sur les critères objectifs devant définir le risque de fuite. Il considère que si l'article 20, § 2, f), de la directive 2016/801 ne précise pas que les « *critères objectifs* » doivent être définis dans la loi, comme le fait l'article 3 point 7), de la directive 2008/115/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les États membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier (ci-après : la directive 2008/115), il « *voit mal comment des preuves et motifs objectifs pourraient revêtir cette qualité sans l'être* ». Il insiste sur l'importance que le pouvoir d'appréciation de la partie défenderesse « *s'inscrive dans le cadre de certaines limites préétablies* » et sur la nécessité que « *les motifs sérieux et objectifs, qui peuvent limiter le droit au séjour étudiant, soient clairement définis par un acte contraignant et prévisible dans son application* ». Il estime que seule « *une disposition de portée générale saurait répondre aux exigences de clarté, de prévisibilité, d'accessibilité et, en particulier, de protection contre l'arbitraire* ».

2.4. Il avance que l'article 20 de la directive 2016/801 et l'article 61/1/3 de la loi précitée du 15 décembre 1980 encadrent strictement la marge d'appréciation de la partie défenderesse et que celle-ci ne pourrait motiver le rejet d'une demande « *par une absence de volonté d'étudier* » alors que ces dispositions « *exigent de sa part des preuves ou des motifs sérieux et objectifs et qu'aucune disposition interne ne précise ceux-ci, en méconnaissance de l'obligation transversale de transparence* ». Il déclare qu'à défaut d'invoquer de tels preuves et motifs prévus par la loi, « *le refus méconnaît les dispositions précitées de la directive et de la loi ainsi que les principes visés au grief* ». Il indique que ce même grief a été déclaré admissible par diverses ordonnances du Conseil d'État (n° 14.283 du 1^{er} avril 2021, n° 14.656 du 30 novembre 2021, n° 14.692 du 31 décembre 2021, n° 14.694 du 31 décembre 2021, n° 14.861 du 28 avril 2022, n° 14.862 du 28 avril 2022). Il postule qu'une telle exigence est conforme aux principes d'égalité et de non-discrimination dès lors que « *les preuves exigées de l'étudiant par les articles 7 et 11 [de la directive 2016/801] visent des documents clairement, objectivement et limitativement déterminés* » et qu'il ne pourrait en aller autrement lorsque la partie défenderesse doit établir un fait sur la base de preuves objectives.

2.5. A titre subsidiaire, il allègue que la partie défenderesse ne possède « *pas de preuve ni de motif sérieux et objectifs* » pour établir qu'il séjournerait à d'autres fins que celles pour lesquelles il demande son admission et que l'acte attaqué « *ne tient pas compte des circonstances spécifiques du cas d'espèce ni ne respecte le principe de proportionnalité* ». Il considère, premièrement, s'agissant du « *résultat de l'étude de l'ensemble du dossier* », qu'il s'agit d'une « *assertion à ce point vague* » qu'elle ne peut constituer une preuve. Deuxièmement, en ce qui concerne les « *réponses au questionnaire* », il observe que l'acte contesté n'en tire aucune conséquence concrète et que « *la motivation ne révèle pas à cet égard un examen individuel de la demande et est à ce point stéréotypée qu'elle est opposable à tout étudiant souhaitant étudier en Belgique* ». Troisièmement, à propos de la « *lettre de motivation* », il

reproche à l'acte attaqué de n'en avoir nullement tenu compte alors qu'il y évoque le « *parcours scolaire et personnel qui l'a conduit vers son choix scolaire en Belgique [...]* Le projet scolaire et professionnel décrit dans la lettre de motivation (bachelier en sciences, ayant entamé une 1^{ère} année en physique, il souhaite poursuivre en électromécanique) est en adéquation avec l'équivalence ». Quatrièmement, quant à l'« *interview menée par Viabel* », il fait valoir que si l'ambassade de Belgique a lancé une collaboration avec l'Institut français du Cameroun, il ressort des articles 60, 61/1 et 61/1/1 de la loi précitée du 15 décembre 1980 que seule l'ambassade belge est compétente pour enregistrer la demande et la communiquer à la partie défenderesse « *sans qu'un intermédiaire géré par un autre État ne puisse être délégué pour accomplir quelle que mission que ce soit dans l'examen de la demande* ». Il estime le procédé d'autant plus inadmissible que la partie défenderesse « *motive son refus uniquement par référence à cet avis et au questionnaire mené par cette institution* ». Il ajoute que la « *référence à un compte rendu rédigé par une autorité qui n'y est pas légalement habilitée par le droit belge ne peut constituer une preuve objective* » et que, subsidiairement, « *un simple compte rendu d'une interview* » non reproduit intégralement et non signé, ne peut lui être opposé, ne peut être pris en compte par le Conseil et ne constitue manifestement pas une preuve.

2.6. Il considère que : « *un simple compte rendu d'une interview, qui n'est pas produite en intégralité par un PV relu et signé par [le requérant], ne peut lui être opposé, ne peut être pris en compte par Votre Conseil et ne constitue manifestement pas une preuve, a fortiori objective, permettant d'établir quoi que ce soit. D'autant moins objective que l'appréciation Viabel est totalement subjective, se résumant à une litanie de préjugés : en quoi le requérant est-il confus et dispersé ? quelles réponses sont stéréotypées et en quoi ? si le parcours est passable reste incompréhensibles que le requérant ne disposerait pas des acquis nécessaires, alors que les études envisagées sont en lien avec celles réussies au Cameroun ; cela confirme plutôt qu'il peut s'adapter et réussir, sans qu'il ne doive justifier une garantie de réussite. Le projet scolaire et professionnel décrit dans la lettre de motivation (bachelier en sciences, ayant entamé une 1^{ère} année en physique, il souhaite poursuivre en électromécanique) est en adéquation avec l'équivalence, laquelle s'impose au défendeur puisque cette matière ne relève pas de ses compétences. Le défendeur est malvenu de reprocher [au requérant], demandeur quel qu'abus ; c'est au contraire le défendeur qui abuse en reprenant une motivation maintes fois censurée par Votre Conseil. Le fait de déjà étudier et de réussir ses études depuis plusieurs années dans le supérieur au Cameroun confirme le statut d'étudiante [du requérant], sa volonté d'étudier et dément l'abus. L'abus ne se présume pas et ce n'est pas [au requérant] de produire des éléments suffisants le démentant, mais, le cas échéant, au défendeur d'apporter les preuves le démontrant de façon concrète, sérieuse et objective. Les éléments mis en évidence par le défendeur dans sa décision ne permettent pas de conclure que le projet scolaire que [le requérant] désire mettre en œuvre en Belgique ne serait pas réel, le défendeur ne relevant, dans la décision querellée, aucun élément sérieux ni objectif qui indiquerait l'absence de réalité de ce projet, lequel est également exposé dans sa lettre de motivation (arrêt 209922 du 24 septembre 2018) » et renvoie enfin à un rapport du médiateur fédéral pour appuyer ses propos.*

3. Examen du moyen d'annulation.

3.1. A titre liminaire, l'article 61/1/1, § 1^{er}, de la loi précitée du 15 décembre 1980 dispose comme suit :

« *Le ministre ou son délégué prend une décision et la notifie au ressortissant d'un pays tiers dans un délai de nonante jours suivant la date de l'accusé de réception de la demande, visé à l'article 61/1, § 1^{er}. Si le ressortissant d'un pays tiers ne se trouve pas dans l'un des cas visés à l'article 61/1/3, l'autorisation de séjour doit être accordée* ».

L'article 61/1/3, § 2, de la loi précitée du 15 décembre 1980 expose, quant à lui, que :

« *Le ministre ou son délégué peut refuser une demande, introduite conformément à l'article 60, dans les cas suivants:*

1° *l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel le ressortissant d'un pays tiers est inscrit, n'a pas respecté ses obligations légales en matière de sécurité sociale, d'impôts, de droits des travailleurs ou de conditions de travail;*

2° *l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel le ressortissant d'un pays tiers est inscrit est sanctionné pour le travail au noir ou le travail illégal;*

3° *l'établissement d'enseignement supérieur où le ressortissant d'un pays tiers est inscrit a été créé ou opère dans le but principal de faciliter l'entrée de ressortissants de pays tiers dans le Royaume;*

4° *lorsque l'établissement d'enseignement supérieur dans lequel le ressortissant de pays tiers est inscrit fait ou a fait l'objet d'une liquidation ou d'une faillite ou si aucune activité économique n'y est exercée ;*

5° des preuves ou motifs sérieux et objectifs permettent d'établir que le séjour poursuivrait d'autres finalités que les études ».

Le cinquième alinéa de cette disposition constitue la transposition, en droit belge, de la directive 2016/801. Celle-ci permet aux États membres de vérifier la réalité du projet d'études de l'étranger, mais définit strictement le cadre de ce contrôle. Elle prévoit ainsi en son article 20, § 2, f), que : « *Les États membres peuvent rejeter une demande lorsque: [...]*

f) l'État membre possède des preuves ou des motifs sérieux et objectifs pour établir que le ressortissant de pays tiers séjournerait à d'autres fins que celles pour lesquelles il demande son admission ».

L'article 61/1/1 de la loi précitée du 15 décembre 1980 reconnaît ainsi à l'étranger qui désire faire des études en Belgique et qui remplit les conditions fixées aux articles 60 à 61/1 de la même loi, sous réserve de l'application de l'article 61/1/3, un droit automatique à l'autorisation de séjourner plus de trois mois en Belgique. En vertu de cette disposition, la compétence du ministre ou de son délégué est par conséquent une compétence liée, l'obligeant à reconnaître ce droit dès que l'étranger répond aux conditions limitativement prévues pour son application.

Il s'ensuit que les articles 61/1/1, § 1^{er}, et 61/1/3, § 2, de la loi précitée du 15 décembre 1980 constituent donc des bases légales suffisantes permettant à l'administration de vérifier la volonté de la personne faisant la demande de faire des études en Belgique. L'article 20, § 2, f), de la directive 2016/801, évoqué plus haut, n'impose pas une autre interprétation de ces dispositions, celui-ci prévoyant expressément qu'un État membre peut rejeter une demande lorsqu'il possède des preuves ou des motifs sérieux et objectifs pour établir que le ressortissant de pays tiers séjournerait à d'autres fins que celles pour lesquelles il demande son admission.

3.2. Si, comme le relève le requérant, la partie défenderesse ne précise pas laquelle des cinq hypothèses de refus prévues par l'article 61/1/3, § 2, de la loi précitée du 15 décembre 1980 constitue la base légale de l'acte attaqué, le Conseil ne saurait, en revanche, suivre le requérant lorsqu'il prétend qu'en raison de cette lacune, la motivation dudit acte serait inopérante pour justifier le refus. En effet, le requérant ne prétend nullement que le fait que l'acte litigieux indique avoir été pris en exécution de l'article 61/1/3, § 2, de la loi précitée du 15 décembre 1980 l'aurait mis dans l'impossibilité de comprendre les justifications de celui-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester. Le requérant n'a donc pas intérêt au grief invoqué.

Par ailleurs, ni les articles 61/1/1 et 61/1/3 de la loi précitée du 15 décembre 1980, ni l'article 20, § 2, f), de la directive 2016/801, ni aucune autre règle évoquée dans le développement du grief n'impose de préciser dans la loi ou « *dans une disposition de portée générale* » les preuves ou les motifs sérieux et objectifs permettant d'établir que le ressortissant de pays tiers séjournerait à d'autres fins que celles pour lesquelles il demande son admission. Le requérant ne peut, dès lors, pas être suivi lorsqu'il explique que les 2^{ème} et 60^{ème} considérants de la même directive ou ses articles 34 et 35 auraient pour effet d'imposer une telle exigence aux États membres.

En effet, cet article, comme les considérants qui s'y rapportent, énoncent une obligation générale de transparence et d'accès aux « *informations relatives aux documents justificatifs exigés dans le cadre d'une demande ainsi [qu'aux] informations relatives aux conditions d'entrée et de séjour, y compris les droits, obligations et garanties procédurales des ressortissants de pays tiers* ». Aucun de ces termes n'autorise à y lire une condition supplémentaire à la mise en œuvre par les États membres de la faculté que leur ouvre l'article 20, § 2, f), de la directive 2016/801. Les différentes considérations développées dans la requête au sujet des exigences de légalité, de prévisibilité, d'accessibilité et de protection contre l'arbitraire, qui découlent notamment du droit européen, ne permettent pas d'aboutir à une autre conclusion.

Il n'y a dès lors pas lieu de poser la question préjudicielle suggérée au dispositif de la requête.

3.3. En outre, le parallèle qui est fait avec la directive 2008/115 concernant le risque de fuite n'est pas pertinent dans la mesure où son article 3 point 7, impose expressément que la loi définisse les critères objectifs permettant de penser qu'un ressortissant d'un pays tiers faisant l'objet de procédures de retour peut prendre la fuite, ce qui n'est ni le cas de la directive 2016/801, ni le cas du requérant qui réside toujours au Cameroun. A cet égard, la référence à l'arrêt *Al Chodor* de la CJUE et à l'avis du Conseil d'État manque en droit dès lors que ceux-ci sont relatifs à la notion de risque de fuite et à la nécessité, selon le droit européen, d'inscrire les critères objectifs pour déterminer ce risque dans la loi, ce qui n'est

pas le cas en l'espèce. En outre, la circonstance que le « *grief* » du requérant a été déclaré admissible par le Conseil d'État dans d'autres affaires n'est pas de nature à énerver les constats qui précèdent. En effet, lesdites ordonnances ont uniquement déclaré admissible en cassation le recours introduit, sans se prononcer sur le fondement de l'argumentation développée.

3.4. Par ailleurs, l'obligation de motivation formelle qui pèse sur l'autorité administrative en vertu des diverses dispositions légales doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles se fonde celle-ci, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Dans le cadre du contrôle de légalité, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris l'acte attaqué. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle n'a pas donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui procède d'une erreur manifeste d'appréciation.

En l'espèce, la partie défenderesse a considéré « *qu'il appert que les réponses apportées aux différentes questions démontrent que l'étudiant n'a pas recherché les informations concernant les études envisagées avec tout le sérieux requis par un étudiant étranger décidant d'entreprendre la démarche couteuse d'études en Europe et résolu à s'impliquer personnellement dans un projet d'études sérieux* ». Elle s'est fondée à cet égard notamment sur le fait que le requérant « *est confus et semble dispersé [...] donne des réponses stéréotypées* » et que « *les études envisagées sont en lien, mais le candidat à un niveau tout juste passable qui pourrait ne pas favoriser la réussite de la formation* », qu'il « *n'a pas une bonne maîtrise de son projet d'étude [...] le projet professionnel est également peu maîtrisé* » ou encore qu'il « *ne maîtrise pas très bien son projet d'études et confond les connaissances avec les débouchés* ». La partie défenderesse a ainsi conclu que « *le résultat de l'étude de l'ensemble du dossier, des réponses au questionnaire, et du compte-rendu de l'interview du demandeur menée par Viabel, contredit sérieusement l'objet même de la demande de visa pour études, à savoir la poursuite d'études dans l'enseignement supérieur en Belgique, et constitue un faisceau de preuves suffisant d'une tentative de détournement de procédure du visa pour études à des fins migratoires* ».

Cette motivation se vérifie à l'examen du dossier administratif et n'est pas valablement contestée par le requérant qui se contente de prendre le contrepied de la motivation attaquée en faisant valoir, de manière péremptoire, que « *le fait de déjà étudier et de réussir ses études depuis plusieurs années dans le supérieur au Cameroun confirme le statut d'étudiante de Monsieur [...], sa volonté d'étudier et dément l'abus* ». Par ces contestations générales et imprécises, le requérant reste en défaut de démontrer que la partie défenderesse n'a pas pris en considération tous les éléments contenus dans le dossier administratif.

3.5. Quant à l'absence de prise en compte de la lettre de motivation du requérant, ce dernier a été entendu à suffisance, ce dont témoignent le questionnaire visa étudiant et le compte rendu de l'interview « Viabel » auxquels fait référence l'acte attaqué et figurant au dossier administratif. Le requérant ne précise au demeurant pas quel élément de cette lettre la partie défenderesse aurait dû prendre en considération et qui aurait été de nature à mener à une décision différente, se contentant d'indiquer que le requérant y évoquait « *Le projet scolaire et professionnel décrit dans la lettre de motivation (bachelier en sciences, ayant entamé une 1^{ère} année en physique, il souhaite poursuivre en électromécanique) est en adéquation avec l'équivalence* », sans toutefois démontrer que la partie défenderesse n'aurait pas valablement pris en compte cet élément. Compte tenu de ce qui précède, il ne peut dès lors être reproché à la partie défenderesse de n'avoir pas visé expressément dans sa décision la lettre de motivation du requérant.

3.6. Quant à l'avis négatif rendu par Viabel, contrairement à ce que soutient le requérant, l'acte entrepris n'est pas uniquement fondé sur celui-ci, mais sur « *le résultat de l'étude de l'ensemble du dossier, des réponses au questionnaire et du compte rendu de l'interview du demandeur menée par Viabel* ». Cet avis n'est, partant, qu'un élément, parmi d'autres, amenant la partie défenderesse à considérer que le requérant détourne la procédure à des fins migratoires.

Par ailleurs, s'agissant de la circonstance que cet avis consiste, selon le requérant, en un simple compte rendu d'une interview, non reproduit intégralement et non signé, qui ne pourrait lui être opposé, ni être pris en compte par le Conseil, ni constituer une preuve, il ne soutient pas que les éléments y repris seraient erronés ni que celui-ci aurait omis de reprendre des considérations développées lors de l'interview. Le requérant n'a, par conséquent, pas intérêt à son argumentation.

En ce qui concerne l'argument du requérant selon lequel seule l'ambassade belge serait compétente pour examiner une demande de visa étudiant, sans que la partie défenderesse ne puisse avoir recours à un intermédiaire tel que Viabel, les dispositions invoquées par le requérant n'interdisent aucunement à la partie défenderesse de recourir à un organisme extérieur en vue de remplir sa mission. Cette observation est également valable en ce qui concerne l'article 20, § 2, f), de la directive 2016/081, qui n'impose aucune procédure spécifique aux États membres en vue de vérifier la réalité du projet du candidat étudiant étranger.

Quant au fait que l'avis négatif contiendrait une appréciation « *totalement subjective, se résumant à une litanie de préjugés : en quoi le requérant est-il confus et dispersé ? quelles réponses sont stéréotypées et en quoi ? si le parcours est passable reste incompréhensible que le requérant ne disposerait pas des acquis nécessaires, alors que les études envisagées sont en lien avec celles réussies au Cameroun ; cela confirme plutôt qu'il peut s'adapter et réussir, sans qu'il ne doive justifier une garantie de réussite. Le projet scolaire et professionnel décrit dans la lettre de motivation (bachelier en sciences, ayant entamé une 1ère année en physique, il souhaite poursuivre en électromécanique) est en adéquation avec l'équivalence, laquelle s'impose au défendeur puisque cette matière ne relève pas de ses compétences de plus toute subjective indiquant que le requérant donnerait des réponses stéréotypées, sans préciser lesquelles ni en quoi* », tel n'est manifestement pas le cas. En effet, l'avis reproduit dans l'acte attaqué fait état de plusieurs éléments objectifs dont notamment le fait que « *les études envisagées sont en lien, mais le candidat à un niveau tout juste passable qui pourrait ne pas favoriser la réussite de la formation* ». Ce constat objectif, qui n'est pas utilement contesté par le requérant, atteste à suffisance du fait que la partie défenderesse a bel et bien opéré une mise en balance des éléments en présence sans adopter une « *assertion vague* », non individualisée ou une motivation stéréotypée. Le grief du requérant est, partant, inopérant. Cette motivation n'est pas utilement contestée par le requérant, qui se borne à en prendre le contre-pied et tente d'amener le Conseil à substituer sa propre appréciation des éléments de la cause à celle de la partie défenderesse, ce qui ne saurait être admis, le requérant n'opérant pour le surplus pas la démonstration d'une erreur manifeste d'appréciation dans le chef de celle-ci à cet égard.

Par ailleurs, le rapport du Médiateur fédéral dont le requérant reproduit un extrait n'est pas de nature à modifier les constats qui précèdent, dès lors que ce dernier n'en tire aucun argument.

3.7. Il découle de ce qui précède que le moyen n'est fondé en aucune de ses branches

4. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Étrangers.

5. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ÉTRANGERS DÉCIDE :

Article unique

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-quatre janvier deux mille vingt-trois par :
M. P. HARMEL, président f.f., juge au contentieux des étrangers,
M. A. IGREK, greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

P. HARMEL